

### **Le lien social entre cohésion et cohérence**

L'argument général consiste, dans un premier temps, à vous dire que nous ne sommes pas dans une société multiculturelle. Utiliser l'adjectif « multiculturel » sans en connaître toute la portée risque de conduire à des impasses. Parler de « société multiculturelle », c'est supposer que les cultures existent, qu'elles cohabitent et donc que le concept de culture est pertinent pour rendre compte de la diversité culturelle actuelle. Or, j'aimerais vous démontrer que le terme de culture est, de nos jours, obsolète et ne nous permet pas de comprendre la réalité, ni donc d'apporter des réponses adaptées. Certes, il y a incontestablement une dimension culturelle dans les problèmes sociaux et éducatifs mais cela ne renvoie pas nécessairement au concept de culture en tant que système et structure. En effet, au delà des cultures, c'est essentiellement l'altérité qui est au cœur des problèmes. Nous n'avons pas à traiter avec des cultures mais avec des individus qui manifestent, sous des formes diverses et variées des aspects de leur culture ainsi qu'à des aspects des cultures des autres. Evoquer la culture ou évoquer l'altérité ne sont pas deux actes synonymes et équivalents. Par ailleurs, il nous faut tenter de comprendre que dans une société marquée par la diversité et l'hétérogénéité se pose la question de la cohérence des valeurs. On parle beaucoup de la cohésion sociale mais, en réalité, le terme de cohésion renvoie davantage à une forme de technicisation du social alors que celui de cohérence se réfère aux valeurs ainsi qu'aux normes communes qui sont la condition de l'exercice de l'action sociale, éducative et politique. Dans ma conclusion, j'essaierais de définir ce que j'appelle un humanisme du divers.

Je déconstruirai le concept de culture en partant du constat suivant : nous sommes depuis longtemps et sous des formes différentes, dans une société hétérogène et définitivement hétérogène. Je n'évoquerai que l'hétérogénéité culturelle mais ce n'est pas le seul composant de cette diversité structurelle et durable. Il nous faut donc apprendre à penser le divers et apprendre à agir par rapport au divers. L'hétérogénéité est en fait, la norme. L'homogénéité, au contraire, relève de l'exception. Dans le domaine éducatif et social, l'hétérogénéité est assimilée à « difficultés » voire « anormalité », « formation spécifique », « indemnités supplémentaires »....etc. Le registre du drame et du pathologique affleure en permanence. L'enjeu est donc d'apprendre à penser cet hétérogène avec des concepts adaptés hors de toute dramatisation.

#### **Des cultures à la culturalité**

On tend à confondre hétérogénéité et mondialisation. Toutefois, parler de mondialisation au singulier n'a pas de sens. Il convient d'utiliser le pluriel pour évoquer « les mondialisations ». Si on écarte la question de la mondialisation au sens économique du terme, dont il est très difficile d'analyser les conditions et les conséquences, le phénomène n'est pas aussi noir et négatif. Sur le plan humain, la mondialisation est aussi associée aux échanges, aux voyages, aux échanges et transferts de savoirs, à la mobilité, etc. On ne peut, à mon avis, que se réjouir du caractère exponentiel de ce type de mondialisation qui permet de connaître les littératures du monde entier, d'apprendre les langues, etc.

L'hétérogénéité s'impose aussi par les contacts directs ou indirects via les médias notamment. Désormais, l'étranger est proche. Toutes les socialisations, toutes les éducations, formelles et informelles, se développent dans un contexte marqué par la diversité et la différence. On ne peut plus ne pas être en contact avec une forme ou une autre « d'étrangéité ». Nous vivons désormais dans une forme d'hétérogénéité vivante qui n'est pas qu'une simple addition d'homogénéités ou de communautés et c'est ce qui rend caduc le concept de culture. En réalité, toute ce qui est homogène est de l'ordre du volontarisme, versus fascisme sur le plan politique et intégrisme sur le plan religieux.

Si le concept de culture a toujours été dès l'origine un concept dynamique, ses usages actuels tendent à présenter la culture comme une structure statique et déterminante par rapport aux comportements, aux manières d'être, de faire et de penser. L'évocation de la culture est souvent utilisée pour justifier un éloignement, une non-compréhension voire un désaccord et un conflit.

En outre, les critères objectifs qui permettaient d'identifier clairement et sans risques d'erreurs, un Français, un Allemand, un Arabe,... ne sont plus, de nos jours, pertinents. Si l'on sait définir le Français par rapport à la nationalité, il n'en est plus de même par la culture. Le patronyme, la nationalité, la religion, la langue, etc ne sont plus significatifs car ils ne recouvrent pas un ensemble homogène et unique. Il y a une extrême diversité au sein de chaque pays, au sein de chaque « culture ». Nationalité et appartenance culturelle ne sont plus systématiquement liées. Aujourd'hui, on peut être français tout en ayant une langue maternelle autre que le français, suivre une religion autre

## ***La Laïcité à l'usage des éducateurs***

que les religions monothéistes historiquement, etc. Chaque individu peut exprimer sa « francité » de manière différente et de plus en plus différenciée. Quand un enseignant ou un acteur social déclare : « comment voulez-vous que je travaille ? J'ai 22 enfants de nationalité étrangère » sur quels éléments appuie-t-il son jugement ? Sur la nationalité ? Sur la « couleur » ? Sur la religion ? En réalité, les différents ensembles, nationalité, culture, langue, religion ne se recouvrent plus systématiquement. Rappelons par ailleurs, que malheureusement, les élèves des DOM-TOM sont souvent assimilés à la catégorie « étrangers ».

Rien ne prouve que, dans l'avenir, toutes les personnes qui vivront sur le territoire français souhaiteront ou pourront obtenir la nationalité. Comment vivre collectivement dans une société qui s'atomise de plus en plus de par ses caractéristiques, de par ses projets, de par ses expressions ? On assiste de fait à une forme de consumérisation de la France au sens où de plus en plus d'individus souhaitent bénéficier des avantages, des droits, profiter de leur passage sur le territoire pour « faire fortune ». Comment construire un « vouloir vivre ensemble » à partir d'une hétérogénéité des manières d'être mais aussi des désirs ?

On n'arrête pas de chercher à définir a priori des publics. Dans un passé encore relativement récent, c'était l'évaluation du QI qui servait à composer des groupes. Cette variable psychologique a été remplacée par une variable sociologique en s'appuyant sur l'identification de la catégorie socio-professionnelle des parents, souvent assortie de la notion de « handicap socio-culturel ». De nos jours, c'est la variable culturelle qui tend à désigner voire à stigmatiser des personnes, des enfants, des groupes. Or, prises séparément, ces trois variables ne sont pas significatives.

Ce n'est que dans un processus d'échange et de communication que l'on peut apprendre à se connaître et à se re-connaître.

L'enfermement a priori dans une culture, l'identification et la catégorisation par rapport à une culture cache en réalité l'identité propre d'autrui. Parler de culture en termes de différences culturelles, c'est mettre la différence comme premier signe de reconnaissance au détriment de l'universalité de chaque individu et de chaque être ; universalité sans laquelle il ne saurait y avoir communication.

Il ne s'agit pas de nier la dimension culturelle des situations, mais plutôt que de chercher une explication en référence à une culture en tant que globalité, chercher à mettre en évidence les usages d'éléments culturels, les manipulations, les bricolages effectués à partir du culturel. S'il n'y a pas de culture, il y a, en quelque sorte du culturel dans les processus et les phénomènes. Le paradigme sémantique associé au terme « culture » (ethnographie, différence, description, trait culturel, structure ...) ne peut rendre compte de ces processus de métissage et de bricolage. L'identité culturelle, comme la culture se définit en contexte, dans une relation et un échange.

L'identité n'est pas préconstruite mais est le résultat d'une négociation permanente, consciente ou non. Je propose de remplacer le mot « culture » par celui de « culturalité ».

De même, l'identité culturelle est plurielle. Toute identité se négocie en fonction des contextes et des personnes. C'est pourquoi, il serait plus approprié de parler de « culturalité » et non pas de « culture ». Les sociologues ont déjà effectué ce mouvement en abandonnant l'étude et la description des sociétés au profit du mouvement et des dynamiques, au profit du « sociétal ». De même, la référence au culturel met en jeu des processus qui sont de l'ordre de la créolisation et du métissage. Selon J.-L. Amselle, le métissage est intrinsèque à la culture elle-même. Edouard Glissant, quant à lui, évoque l'identité en référence à une « identité-relation » et non pas une « identité-racine »

### **La tension entre singularité et universalité**

A ce titre, que signifie de nos jours la désignation « immigré », « enfant d'immigré », etc. . L'immigration est plurielle et complexe. Quand on dit « enfant d'immigré », on ne dit rien. De même, parler « d'enfant français » ne signifie rien non plus. On désigne une catégorie qui en réalité est vide par trop plein. Par contre, ce qui est important, c'est l'enfant lui-même dans sa totale individualité et sa totale universalité, qui s'exprime linguistiquement, culturellement, religieusement... de manière différente les uns par rapport aux autres. De fait, c'est un enfant qui nous échappe, qui n'est pas transparent.

Le concept de « culture » appliqué à nos sociétés contemporaines, ici et ailleurs, ne nous permet que d'identifier et non de reconnaître afin, en réalité, de mieux exclure et ce, malgré les discours d'intégration et les tentatives pour réduire la distance créée arbitrairement. Une classe est composée d'enfants, d'adolescents, d'élèves. Point n'est besoin de qualificatifs supplémentaires. Toute catégorisation, toute identification a priori construit une « identité-prison » qui fige autrui et induit un système de rejet susceptible d'ailleurs de réciprocité.

## ***La Laïcité à l'usage des éducateurs***

La prise en compte du divers et de l'hétérogénéité s'inscrit dans une tension permanente et un équilibre toujours instable, toujours à renouveler, entre le singulier et l'universalité. L'universalité n'est pas à confondre avec « universalisme » qui n'est qu'une forme de généralisation au plus grand nombre d'un cas particulier. L'universalité implique d'admettre que tout individu est d'abord un individu qui appartient à la communauté des hommes, avec qui je peux communiquer même si je ne parle pas ni la même langue, ni appartient à la même culture. Il y a toujours une possibilité de reconnaissance de sujet universel à sujet universel. Mais, paradoxalement, si l'autre est identique à moi, au sens humain du terme, il est aussi singulier et irréductible à moi de par ses caractéristiques et ses spécificités.

A trop insister sur la singularité, on tombe dans une forme de différentialisme et de culturalisme dont une des formes sociales et politiques est le communautarisme.

A trop insister sur l'universel on sombre dans une forme de négation de la diversité au profit d'un universalisme homogénéisant.

A titre d'exemple, prenons une situation de classe : l'enseignant désigne « un étranger » et lui demande d'expliquer sa ou ses différences, d'expliquer la manière dont il mange, dont il dort... L'intention est de reconnaître et de faire reconnaître aux autres élèves les différences. Cependant, c'est celui qui énonce la différence voire qui la reconnaît, pour l'accepter ou la refuser, qui s'érige en norme. Si le minoritaire cherche à définir la différence du dominant, il s'établit d'emblée un rapport de force, symbolique ou réel. Par ailleurs, l'élève désigné comme « étranger », comme culturellement différent peut, au contraire, souhaiter se fondre dans le groupe classe. De plus, l'enfant peut changer de positionnement et s'affirmer tour à tour comme totalement identique ou totalement différent. On s'aperçoit dès lors qu'il y a un jeu et des enjeux et que c'est dans la communication et dans la relation que se joue l'identité de chacun. C'est donc moins à partir des caractéristiques de chacun qu'il va falloir travailler mais au contraire apprendre à comprendre et travailler la relation.

Apprendre le divers ne signifie pas apprendre la différence. Les deux notions ne sont pas synonymes bien que souvent confondues. La différence est binaire, il y a le « je » et le « tu », il y a le « moi » et le « lui », le « nous » et le « eux ». La diversité, par contre, est multipolaire et diffuse, il n'y a pas de référent. De plus, la différence est perçue essentiellement selon un axe vertical, notamment Nord/Sud, société d'accueil/société d'origine et néglige les relations Sud/Sud ou encore Nord/Nord, comme si ces relations allaient de soi, comme si elles étaient plus simples et exemptes de toute forme de racisme. Il y a aussi du divers dans l'horizontalité des contacts.

### **Penser le divers à partir et à travers la laïcité**

Si la différence renvoie au pluralisme, la diversité réfère à la pluralité. Le pluralisme ou le multiculturalisme correspondent à une addition de groupes considérés, de manière arbitraire, comme homogènes. Ces groupes co-existent, co-habitent. Le pluriculturel est une addition de différences arbitraires de fait car ce qui compte avant tout c'est l'affirmation et la revendication de cette différence qui opère comme une distance. Le multiculturalisme ne permet pas de régler les problèmes sociaux et culturels. Les luttes inter-ethniques perdurent.

C'est sans doute ce qui explique un intérêt de plus en plus fort pour des notions comme l'universalité et même la laïcité. Il serait regrettable voire grave qu'au moment où la laïcité prend force notamment au Québec mais aussi aux Etats-Unis, la France vacille sur un principe qui est (était ?) profondément ancré dans les pratiques politiques, sociales et éducatives. La position minoritaire au sein de l'Europe de la France n'invalide pas (ou ne devrait pas invalider) la force et l'opérationnalité d'un principe.

Le système français d'intégration qui a prévalu pendant de nombreuses années avec une certaine efficacité résiste mal à une augmentation considérable du nombre d'étrangers et surtout à un esprit de consumérisme qui consiste à chercher à bénéficier, à réussir socialement et financièrement sans nécessairement chercher à être citoyen français.

Dès lors, il convient d'apprendre à penser et organiser le divers sans s'appuyer sur un modèle qui n'est pas forcément invalide mais qui n'est plus vraiment adapté à la conjoncture et sans sombrer ni dans le communautarisme, ni dans le multiculturalisme qui n'ont, finalement pas fait leurs preuves. L'enjeu consiste donc à engager une réflexion politique, en s'appuyant sur des concepts forts comme

## ***La Laïcité à l'usage des éducateurs***

celui de la laïcité, afin de construire un groupe, certes marqué par l'hétérogénéité et la diversité, tout en conservant un sentiment d'appartenance. Il s'agit de chercher à définir le citoyen du XXI<sup>ème</sup> siècle. Les discours, souvent inflationnistes, sur la citoyenneté (en omettant de répondre à la difficile question à savoir qui est citoyen aujourd'hui, quels sont ses droits et ses devoirs) présentent le risque d'être réduits à des discours moralisateurs et d'être aussi réducteurs en essayant de régler sur le terrain de la morale et de la civilité (souvent confondue avec citoyenneté) des problèmes qui sont d'un autre ordre, de type économique notamment. Comment se conjuguent aujourd'hui hétérogénéité culturelle et pluralité, non pas des valeurs, mais des normes et pluralité des morales ?

L'éthique est réflexive. Elle permet une interrogation sur le bien et le mal. La morale, les morales (y compris les déontologies qui sont des morales professionnelles) sont du côté des réponses, du « comment faire », des comportements, des règles et des normes. Les morales sont singulières, elles sont une mise en application des principes éthiques et des valeurs universelles. Il y a une interaction entre l'universalité des valeurs et la singularité des morales. A cette occasion, on pourra regretter que le corps enseignant n'ait pas édicté un code de déontologie. Par contre, on évoque de plus en plus la morale pour les élèves !

Si les valeurs sont respectées, il ne peut y avoir que des conflits de normes. La notion de conflit de valeur est un non sens. Normes et valeurs ne sont pas synonymes. Il n'y a conflit entre des normes et des comportements que lorsque les valeurs sont bafouées. Quelles que soient leurs prescriptions comportementales, toutes les religions se réclament des mêmes valeurs et prônent toutes, notamment, la tolérance. Or, toutes les religions ont produit au cours de l'histoire des guerres de religion et ont bafoué la tolérance. On peut légiférer sur des normes, on peut discuter sur une harmonisation des normes à condition que les valeurs soient respectées. Le point de référence des valeurs est actuellement les Droits de l'homme. Sans une référence commune, sans un point horizon commun, il ne peut y avoir d'accord. Actuellement, c'est dans les Droits de l'homme que se situe ce point horizon à partir duquel se réfléchissent le bien et le mal. Les Droits de l'homme tendent à devenir, petit à petit et sans guerre, une référence partagée autant par les sociétés sécularisées, laïques que religieuses. Régulièrement, cette évolution est compromise par des logiques de fermeture, des dogmatismes, des intégrismes. Comme pour la démocratie, l'équilibre est toujours fragile et toujours à reconstruire. C'est en ce sens que les Droits de l'homme ne sont pas un acquis mais un combat, combat non pas au sens guerrier du terme mais d'une obligation à réfléchir et à travailler. Il en est de même pour le principe de laïcité.

Que se passe-t-il dans une société hétérogène où les pratiques culturelles et comportementales se diversifient de plus en plus jusqu'à parfois être en contradiction non seulement avec les traditions et les habitudes du groupe de référence mais aussi par rapport à l'éthique des Droits de l'homme. Peut-on accepter toutes les pratiques culturelles au seul principe qu'elles sont culturelles ? L'absolutisation du principe de relativité des comportements trouve sa limite dans le respect des valeurs sous-tendues par les Droits de l'homme. De fait, toutes les pratiques culturelles ne sont pas acceptables au regard des Droits de l'homme. Faute de références ontologiques communes, une société ne peut se définir comme groupe social, historique et culturel.

Il en est de même pour la logique de contrat qui se développe actuellement. Il est de bon ton de parler de contrat avec les jeunes, de contrat à respecter. Oui, bien sûr, à condition que les valeurs sous-tendues par ce contrat soient claires, objectivées et partagées. Le contrat reste dans une logique technicienne s'il ne repose pas sur un consensus fort au niveau des valeurs. Ce n'est pas la multiplication des actions (remédiation, médiation, etc.) qui assure l'efficacité de l'éducation. Ce ne sont pas les actes qui fondent l'éthique, mais au contraire, c'est l'accord éthique qui valide les actes.

De nos jours, c'est parce que chaque groupe, chaque sous-groupe, chaque lieu de socialisation (famille, quartier, école, entreprise...) édicte des normes différentes qui sont de plus en plus en contradiction faute d'un accord réaffirmé sur les valeurs communes, que se développe cette impression d'anomie et de déliquescence.

La prolifération de projets, d'école, de quartier, de ville, de région... n'est que le révélateur de l'absence d'un projet collectif commun au delà des satisfactions et des intérêts des uns et des autres. Les cohésions partielles et les actions locales, même bonnes, ne suffisent pour valider une action collective plus globale. Sur quelles valeurs, traduites elles-mêmes en normes et en morales, repose le « vouloir-vivre ensemble » que tout le monde évoque en évitant de le définir.

## ***La Laïcité à l'usage des éducateurs***

La laïcité a été un des éléments fondateurs, elle doit, dans un monde marqué définitivement par la diversité, être réaffirmée. Tant que nous ferons l'économie de choix ontologiques collectifs, nous multiplierons les discours trompeurs et de façade à partir desquels chacun développera son projet de vie sur le mode consumériste, sans tenir compte de l'ensemble, en réduisant la collectivité à une addition de groupes et d'individus. La définition voire la réaffirmation de ces valeurs communes exigent un débat démocratique avec tous les citoyens afin d'éviter le rapport de force ou l'imposition par un - ou des-sous-groupe de son propre système.

### **Réaffirmer les références communes**

Plus que la cohésion sociale, c'est la cohérence axiologique qu'il faut construire. Les principes éthiques et moraux doivent de nouveau être objectivés. Il serait faux de dire que la société actuelle est sans morale, c'est au contraire leur prolifération qui est inquiétante et surtout l'absence d'une énonciation et d'une objectivation des références communes. Il y a de moins en moins d'implicites partagés. Il y a donc un travail d'explicitation à faire.

La réaffirmation d'une démocratie délibérative révèle bien que malheureusement la démocratie est devenue insidieusement une démocratie comptable. Ce n'est pas avec une addition de voix et de votes que l'on crée un groupe. Sans un vouloir-vivre ensemble fondé sur des valeurs communes il ne saurait y avoir ni groupe, ni solidarité.

Dans les sociétés traditionnelles, au sens anthropologique du terme, cet accord se fait par transmission d'une génération à une autre. Mais, actuellement, la rapidité des mutations qui induit des différences générationnelles importantes, l'apport des flux de migration, les échanges, etc. rendent cette transmission implicite délicate voire impossible. Faute de ce travail d'explicitation, il ne restera qu'à multiplier une forme de technicisation du social par le biais de « béquilles », de « solution-rustine ».

La laïcité qui a fait l'objet d'un large consensus est en réalité, le seul principe qui permet de vivre l'unité dans la diversité car elle permet de fonder le « vouloir-vivre-ensemble » tout en reconnaissant l'universalité des êtres et la singularité des situations.

Apprendre à penser le divers est difficile et ne va pas de soi. Il ne suffit pas de se référer à des propos moralisateurs de tolérance et de respect. Cela demande un travail au niveau cognitif, affectif, social et politique. Travail, jamais terminé, toujours à reprendre car penser le rapport à l'autre est complexe par nature, il engage des individus et des êtres qui par définition ne sont pas stabilisés et immobilisés dans des pratiques et des comportements.

Le seul défi, à mon avis, des mondes contemporains, n'est pas le défi des technologies mais celui de la diversité. C'est une question philosophique et donc éminemment politique. La question de l'école aujourd'hui est moins une question de didactique, de techniques pédagogiques, de contenus, de gestion des flux, de technologies qu'une question de finalités (à ne pas confondre avec des objectifs). Quel enfant pour quelle société, quel citoyen pour quelle société ? La jonction des deux interrogations, celle du divers et celle de l'éducation appelle à penser et à construire un humanisme du divers.

Martine A. Pretceille, professeur des universités

Actes des journées d'études « vivre ensemble dans la ville : cultures, éducation et lien social » Paris 2003